

Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim

par Thierry Meyssan

À l'occasion de la sortie du livre de Thierry Meyssan, « *Sous nos yeux. Du 11-Septembre à Donald Trump* », nous publions une série d'articles développant quelques-unes des très nombreuses informations qu'il contient.

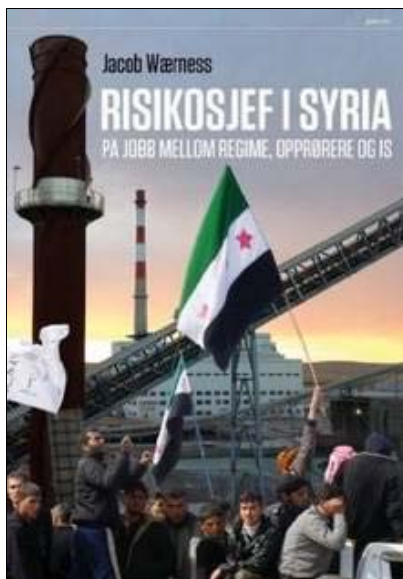
Suite à l'intervention de Jean-Luc Mélenchon lors du débat de l'élection présidentielle française, nous commençons avec la véritable histoire de Lafarge-Holcim en Syrie.

ENGLISH ESPAÑOL SUOMI فارسی NORSK TÜRKÇE DEUTSCH ITALIANO



Le 2 mars 2017, la société Lafarge-Holcim a reconnu que sa filiale syrienne « a remis des fonds à des tierces parties afin de trouver des arrangements avec un certain nombre de groupes armés, dont des tiers visés par des sanctions, en vue de maintenir l'activité et d'assurer un passage sûr des employés et des approvisionnements vers, et depuis l'usine » [1].

D'ores et déjà, le cimentier fait l'objet de deux enquêtes. La première a été initiée par les associations Sherpa et ECCHR, le 15 novembre 2016, tandis que la seconde a été lancée par le ministère français de l'Économie. Toutes deux réagissaient aux prétendues révélations du *Monde*, selon qui Lafarge a versé de l'argent à Daesh, en violation des résolutions de l'Onu.



Il importe d'observer que les articles parus le 2 mars dans *Intelligence Online* (lettre confidentielle appartenant au *Monde*) et dans *Le Monde* lui-même du 22 juin ont été rédigés par une journaliste extérieure à ces publications, Dorothy Myriam Kellou. Cette jeune femme a étudié à l'université de Georgetown, connue pour ses liens avec la CIA, et a été officier de presse au consulat français de Jérusalem. Ces publications ont été confirmées par un livre de Jacob Waerness, *Risikosjef i Syria*, dans lequel cet ancien employé décrit la grave situation sécuritaire du personnel de Lafarge en Syrie. L'auteur a poursuivi sa collaboration avec le cimentier après la publication de son livre.

Les pseudos révélations du *Monde* ont été organisées de mèche avec Lafarge-Holcim pour détourner les regards de l'opinion publique et des juges vers un point de détail : fallait-il ou non accepter de se faire rançonner par Daesh.

La vérité est autrement plus grave.

La préparation de la guerre contre la Syrie

En juin 2008, l'Otan organisait la réunion annuelle du Groupe de Bilderberg [2] à Chantilly (États-Unis) au cours de laquelle Hillary Clinton et Barack Obama se présentèrent aux participants.

Parmi les 120 présents se trouvaient Basma Kodmani (la future porte-parole de la Coalition nationale syrienne) et Volker Perthes (le futur assistant de Jeffrey Feltman à l'Onu pour la Syrie). Lors d'un débat sur la permanence de la politique étrangère états-unienne, ils intervinrent pour présenter l'importance des Frères musulmans et le rôle qu'ils pourraient jouer dans la « démocratisation » du monde arabe.

Jean-Pierre Jouyet (le futur secrétaire général de l'Élysée), Manuel Valls (le futur Premier ministre) et Bertrand Collomb (le patron de Lafarge) étaient présents aux côtés de Henry R. Kravis (le futur coordinateur financier de Daech).

Lafarge en Syrie

Lafarge est le leader mondial des cimentiers. L'Otan lui confie la construction des bunkers des jihadistes en Syrie et la reconstruction de la partie sunnite de l'Irak. En échange, Lafarge laisse l'Alliance gérer ses installations dans ces deux pays, notamment l'usine de Jalabiyeh (à la frontière turque, au nord d'Alep). Durant deux ans, la multinationale fournit les matériaux de construction pour de gigantesques fortifications souterraines qui permettent aux jihadistes de défier l'armée arabe syrienne.

Lafarge est désormais dirigé par l'États-unien Eric Olsen qui a intégré dans la compagnie les usines des Frères Sawiris et de Firas Tlass. Ce dernier est le fils du général Moustapha Tlass, ancien ministre de la Défense du président Hafez el-Assad. Il est le frère du général Manaf Tlass dont la France avait songé faire le prochain président syrien. Il est également le frère de Nahed Tlass-Ojjeh, la veuve du négociant en armes saoudien Akram Ojjeh, laquelle travaille avec le journaliste Franz-Olivier Giesbert.

Les liens entre Lafarge et les Forces spéciales françaises sont facilités par l'amitié qui lie Bertrand Collomb (devenu président d'honneur de la multinationale) et le général Benoît Puga (chef d'état-major des présidents Sarkozy et Hollande).

Le mensonge du *Monde*

Dans un premier temps, le journal en ligne des mercenaires anti-syriens, *Zaman Al-Wasl*, publie des e-mails montrant que Lafarge verse de l'argent à Daech. Dans un second temps, *Le Monde* publie ses articles et les documents de *Zaman Al-Wasl* sont retirés de son site Internet (vous les trouverez cependant [ici, sur notre site](#)).

Selon *Le Monde*, la multinationale se fournissait en pétrole pour faire tourner son usine. Ce qui est faux car cette installation fonctionne principalement au charbon, qui continuait à lui être livré depuis la Turquie. Sans se rendre compte de l'énormité de son aveu, le quotidien admet que Lafarge produisait 2,6 millions de tonnes de ciment annuellement, destinées aux « zones rebelles ».

Or, durant cette terrible guerre, rien ne pouvait être construit par des civils dans ces zones.



Soldats de Daesh à l'usine de Lafarge-Holcim de Jalabiyeh (Syrie)

La construction des bunkers des jihadistes

2,6 millions de tonnes durant plus de deux ans, cela fait au moins 6 millions de tonnes produites pour les « rebelles ». Je place le mot « rebelles » entre guillemets puisque ces combattants ne sont pas des Syriens, mais viennent de tout le monde musulman et même d'Europe.

Cette quantité de ciment est comparable à celle utilisée par le Reich allemand, en 1916-17, pour construire la Ligne Siegfried. Depuis juillet 2012, l'Otan —dont la France— organisait une guerre de position conformément à la stratégie décrite par Abou Moussab « Le Syrien » dans son livre de 2004, *La Gestion de la barbarie*.

On imagine le nombre d'ingénieurs militaires du Génie de l'Otan —dont des Français— qui furent nécessaires pour construire cet ensemble d'ouvrages.

Lafarge, les Clinton et la CIA

Au cours des années 1980, Lafarge fut défendue durant son procès pour pollution dans l'Alabama par une célèbre avocate, Hillary Rodham-Clinton. Elle parvint à réduire l'amende imposée par l'Agence de Protection de l'Environnement à seulement 1,8 million de dollars.

Durant le mandat de George Bush Sr, Lafarge rendit service à la CIA en transportant illégalement en Irak les armes qui devaient servir

ultérieurement à la rébellion lorsque l'Irak envahirait le Koweït et que la Coalition internationale viendrait le libérer.

Durant la même période, Hillary Rodham-Clinton devint administratrice de la multinationale, fonction qu'elle quitta lorsque son mari fut élu à la Maison-Blanche. Le Président Bill Clinton réduisit alors à 600 000 dollars l'amende que son épouse n'avait pu éviter à Lafarge. Les bonnes relations continuent puisque la compagnie a versé 100 000 dollars à la Fondation Clinton en 2015 et que son nouveau PDG, Eric Olsen, n'hésite pas à se faire photographier avec Hillary Clinton.

L'intervention militaire russe

Retranchés dans leurs bunkers, les jihadistes ne craignaient pas l'armée arabe syrienne et n'avaient aucune difficulté à tenir leurs positions. Durant deux ans, le pays se trouva coupé en deux, le gouvernement choisissant de protéger la population et donc d'abandonner le terrain.

Lorsque la Russie intervient militairement à la demande du

gouvernement syrien, sa mission était de détruire avec des bombes pénétrantes les bunkers des jihadistes. L'opération devait durer trois mois, de septembre 2015 à la Noël orthodoxe (6 janvier 2016). Cependant, l'étendue des constructions de Lafarge-Holcim s'avéra si importante que l'armée russe eut besoin de six mois pour les anéantir.

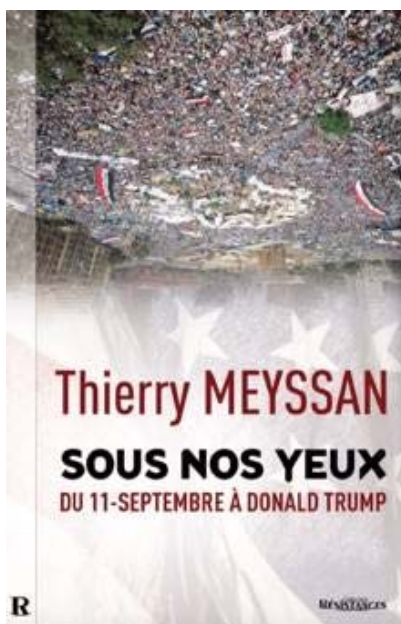
Conclusion

Lorsque la transnationale Lafarge-Holcim termina sa mission au service du génie militaire de l'Otan, elle ferma son usine et la prêta à l'Alliance. L'usine de Jalabiyeh fut transformée en quartier général des Forces spéciales des États-Unis, de la France, de la Norvège et du Royaume-Uni qui occupaient illégalement le Nord de la Syrie.

Contrairement à l'écran de fumée du *Monde*, il ne s'agit donc pas de la triste histoire d'une entreprise de construction qui négocia avec des jihadistes pour sauver son personnel. La responsabilité de Lafarge-Holcim, c'est son rôle central dans une vaste opération militaire de destruction de

la Syrie ; une guerre secrète qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes.

Thierry Meyssan



Pour en savoir plus sur la guerre secrète contre le Moyen-Orient élargi : lire *Sous nos yeux. Du 11-Septembre à Donald Trump*

[1] « [Communiqué de Lafarge-Holcim sur ses activités en Syrie](#) », *Réseau Voltaire*, 2 mars 2017.

[2] « [Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg](#) », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda* (Russie) , *Réseau Voltaire*, 9 avril 2011.

Source : « Révélation : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 24 mars 2017, www.voltairenet.org/article195719.html